

BDS, c'est la liberté d'expression, dit le gouvernement hollandais



Bruxelles 24/05/16
(Photo : Kamel Diop)

The Electronic Intifida, 25/05/16

Les **Pays-Bas** ont affirmé que le militantisme appelant au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre **Israël** était une forme de liberté d'expression.

En réponse à des questions parlementaires émanant du député des **Verts de gauche**, **Rik Grashoff**, le ministre hollandais des **Affaires étrangères**, **Bert Koenders**, a dit que « *les déclarations ou rassemblements concernant BDS sont protégés par la liberté d'expression ou de rassemblement, telle qu'elle est reprise dans la Constitution hollandaise et dans la Convention européenne des droits de l'homme* ».

Koenders a également déclaré que le gouvernement hollandais discutait régulièrement de **BDS** avec **Israël** et qu'il lui a fait clairement savoir qu'il « *était opposé au boycott d'Israël* ».

mais que le fait de soutenir BDS était conforme à la liberté d'expression ».

Les commentaires du ministre hollandais des **Affaires étrangères** constituent un sérieux camouflet pour les efforts incessants d'**Israël** en vue de criminaliser **BDS** et de réduire au silence les partisans des droits palestiniens.

Sur l'insistance d'**Israël**, les gouvernements des **États-Unis**, de la **Grande-Bretagne**, de la **France**, du **Canada** et d'autres pays encore ont décidé d'introduire des législations antidémocratiques et de prendre d'autres mesures répressives pour saper le mouvement **BDS**.

Récemment, **Israël** a imposé une interdiction de voyager de facto au cofondateur de la campagne **BDS** et défenseur des droits de l'homme des **Palestiniens**, **Omar Barghouti**, et, qui plus est, il semble bien avoir l'intention de lui ôter son statut de résident.

Israël a également déclaré qu'il utilisait ses services de renseignement pour espionner les militants **BDS** à l'étranger.

La prise de position du gouvernement hollandais vient juste après qu'en **Ontario**, la province la plus peuplée du **Canada**, les législateurs ont rejeté une loi qui visait à punir le militantisme pro-**BDS**.

Les groupes et législateurs spécialisés dans les libertés civiles ont mis en garde contre le fait que la loi aurait violé les droits fondamentaux de la libre expression.

Précédemment, le gouvernement suédois avait été le seul d'Europe à reconnaître que **BDS** est un mouvement civique et que les gouvernements ne devraient pas tenter de l'interdire.

En mars, la ministre suédoise des **Affaires étrangères** a dit dans *The Electronic Intifada* que **BDS** était « *un mouvement de la société civile* » et que « *les gouvernements ne devraient*

pas se mêler des points de vue d'une organisation de la société civile ».

S'unir pour défendre BDS

Dans un développement de la question, quelque 352 organisations de 19 pays ont publié une déclaration demandant instamment à l'**Union européenne** de protéger **BDS** comme une forme de liberté d'expression.

Depuis de nombreuses années, il s'agit de la déclaration la plus largement signée par des organisations européennes à propos de la **Palestine**.

La liste des signataires comprend le **Congrès irlandais des syndicats**, la **Fédération unie norvégienne des syndicats du commerce**, l'importante coordination de la société civile belge, le **CNCD**, et l'organisation catholique française **Terre Solidaire**.

Podemos, le parti politique espagnol de gauche, qui a remporté 21 pour 100 des voix du peuple lors des dernières élections, a également soutenu la déclaration.

Les groupes pressent instamment la **Commission européenne**, la bureaucratie qui gouverne l'**UE**, d'introduire *« des directives sur les droits de l'homme garantissant la liberté d'expression et le droit de boycotter et de recourir à tous les autres moyens dont vous disposez pour soutenir les citoyens européens dans leur lutte en vue de sauvegarder les droits de l'homme fondamentaux ».*

Parmi les signataires figurent également six partis irlandais, dont le **Sinn Féin** et la **Parti des verts irlandais** ; en France, le **Parti de la gauche**, le **Parti communiste** et le **Nouveau Parti anticapitaliste** et parmi les syndicats, on trouve la **FIOM/CGIL italienne** et, en France, l'**Union syndicale solidaire**.

En outre, plus de 30 organisations belges, dont la fédération

syndicale **ABVV/FGTB** et l'importante organisation chrétienne **Broederlijk Delen** ont sorti leurs propres déclarations, invitant instamment le gouvernement belge à résister aux appels des groupes pro-israéliens contre **BDS**.

Amnesty International et **Human Rights Watch** ont également publié des déclarations en réponse aux attaques contre le mouvement **BDS** et ses militants.

Il s'avère que les attaques dangereuses et désespérées d'**Israël** contre le mouvement **BDS** ont quelques conséquences inattendues : elles poussent des gouvernements européens et certaines des organisations mondialement les plus connues à déclarer leur foi en l'entière légitimité du mouvement **BDS**.

L'appel à l'ONU en faveur de #RightToBoycott (droit de boycott)

Le Comité national palestinien **BDS (BNC)** invite les partisans de la liberté d'expression et des droits palestiniens à cosigner un appel au haut commissaire de l'**ONU** pour les droits de l'homme, **Zeid Ra'ad Al Hussein**, lui demandant d'entreprendre des actions pour protéger les droits des militants **BDS** palestiniens, israéliens et internationaux

Le **BNC** a également publié un briefing juridique complet, intitulé « *BDS : un mouvement légitime des droits de l'homme qui doit être respecté et protégé par les États* ». Ce document propose un contexte et une analyse des plus utiles.

Traduction : JMF pour BDS France

Source: [The Electronic Intifada](#)
